

GRÈVE DES CHEMINOTS

Suspendue chez les conducteurs et reconduite par les mécaniciens

Fin de la grève pour les conducteurs de train et poursuite du mouvement de débrayage pour les mécaniciens affiliés à la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF).

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Les négociations qui ont eu lieu lundi entre la direction de la SNTF et la Fédération nationale des cheminots, bien que celle-ci ne soit pas l'initiatrice de la grève, ont abouti au règlement de la situation de centaines de conducteurs de train qui réclamaient la révision des différentes indemnités, notamment celles relatives aux risques, au kilométrage et aux heures supplémentaires.

Un procès-verbal a été signé par les deux parties

dans lequel la direction de la SNTF s'engage à verser lesdites indemnités dans les deux prochains mois.

Cependant, le problème reste posé pour les mécaniciens, dont les revendications sont différentes de celles des conducteurs de train et auxquelles n'ont pas encore répondu les dirigeants de la SNTF.

Le fait que la Fédération des cheminots se soit emparée du dossier, alors qu'elle n'était pas à l'origine de la grève, n'est pas fait pour rassurer les che-

minots qui font, d'ores et déjà, part de leur méfiance quant à la concrétisation des engagements pris.

«Même quand c'est écrit noir sur blanc, ce n'est jamais acquis, sachant que le bureau fédéral a été imposé et non

pas élu», nous a-t-on signalé. Même s'ils ont opté pour un arrêt de la grève, les cheminots ne décolèrent pas et ne sont pas près de renoncer à leur combat, eux qui militent depuis trois années pour de meilleurs salaires

et des conditions de travail décentes.

Si le trafic ferroviaire a repris hier, c'est pour ne pas pénaliser davantage les voyageurs, particulièrement en cette conjoncture politique où le trafic est intense, notamment en

direction des grandes villes du pays.

Mais il faut s'attendre à une reprise de la contestation dans les semaines à venir, si la SNTF ne respecte pas ses engagements.

R. M.

CONSÉQUENCE DE L'AFFAIRE DE LA GSW

Mise à la retraite du DG d'Arcelor Mittal Annaba

Appelée à être jugée hier par le tribunal correctionnel, d'El-Hadjar, l'affaire «Grand Smithy Works (GSW)», société indienne de statut algérien, dans laquelle est impliqué le directeur général et l'un de ses proches collaborateurs de la même nationalité ainsi que deux agents de sécurité algériens, tous sous mandat de dépôt depuis plus d'un mois, a éclaboussé M. Bernard Bousquet, le directeur général d'Arcelor Mittal Annaba.

C'est du moins l'interprétation faite par les observateurs au lendemain de la décision de mise à la retraite qui vient de lui être signifiée par Lakshmi Mitall, le grand patron du groupe mondial de l'acier basé à Londres (G-B).

Cette décision prendra effet à compter du mois de mai 2009. Elle est suivie de celle portant désignation de son successeur, un cadre français proche de la direction générale du même groupe.

Plusieurs reproches, dont le plus important serait le manque de rigueur dans le suivi des activités des gestionnaires de la GSW, à l'origine du scandale des déchets ferreux récupérés du crassier, propriété de Arcelor Mittal et de la vive réaction du gouvernement algérien, via le Premier ministre Ahmed Ouyahia. Ce dernier a émis le vœu de revoir la teneur du contrat de

partenariat. Signé en 2001, ce contrat stipule que 70% des actifs du complexe sidérurgique d'El-Hadjar sont la propriété du partenaire indien et 30% pour le groupe d'entreprises publiques économiques «Sider».

Il est également précisé que Arcelor Mittal, à l'époque Mittal Steel, bénéficiera de nombreux avantages.

Les plus importants sont l'exonération des impôts et taxes douanières, la réduction des prix sur les moyens énergétiques et l'eau ainsi que l'interdiction de mise en exploitation de toute nouvelle unité de production sidérurgique à même de concurrencer sur le marché algérien le producteur indien de la sidérurgie. Il aurait été reproché à Bernard Bousquet les multiples et différents incidents que l'on a assimilés à des actes de sabotage et à l'origine de

l'arrêt, durant plusieurs mois, des installations de production.

De même que son approche en dilettante des dernières négociations avec le syndicat des travailleurs sur une plateforme de revendications comportant onze points dont l'augmentation des salaires et des primes.

Même si les enquêteurs chargés du dossier ont limité leurs investigations aux faux et usage de faux, l'émission de fausses factures et abus de biens sociaux, faits reprochés aux quatre mis en cause, l'affaire est appelée à connaître d'autres rebondissements.

Seront inquiétés par la justice des cadres algériens de Arcelor Mittal, un récupérateur de déchets ferreux évincé par les Indiens de la GSW.

La décision du big boss de faire remplacer l'actuel DG de Arcelor Mittal Annaba par un autre cadre du groupe, remet sérieusement en question les chances d'un aboutissement des négociations avec les représentants des travailleurs prévues dès le 1^{er} juillet 2009.

Autres griefs retenus à l'encontre de Bernard Bousquet, la stagnation du niveau de production des

produits longs très demandés sur le marché algérien et le retard mis dans celle des produits plats.

Du côté des syndicalistes, l'on s'est étonné que pareille décision ait été prise au moment même où des efforts des 7000 travailleurs du complexe et ceux en poste au niveau des mines de fer de l'Ouenza et Boukhadra, dans la wilaya de Tébessa, aient été fournis pour atteindre le niveau de production planifiée.

«C'est certainement une démarche tendant à reporter à une date indéterminée les négociations sur la plateforme que nous avons émise à la demande des travailleurs. En tout état de cause, nous ne reculerons pas pour la satisfaction de nos revendications et particulièrement l'augmentation des salaires et des primes. Comparativement à leurs collègues des autres unités du groupe à travers le monde, nos travailleurs restent les plus mal payés.

La date de reprise des négociations a été fixée au 1^{er} juillet 2009 et il en sera ainsi», a indiqué Menadi Aïssa, le secrétaire général du syndicat de l'entreprise Arcelor Mittal.

A. Djabali

LE MINISTRE DES TRANSPORTS, AMAR TOU, À BÉJAÏA

La mise en circulation de l'autorail Béjaïa-Alger après l'élection

Les Béjaouis, qui attendaient la mise en exploitation de la nouvelle liaison Béjaïa-Alger par autorail pour le mois de mars écoulé, comme promis, faut-il le rappeler, par le ministre des Transports Amar Tou, lors de sa précédente visite de travail effectuée à la fin du mois de février dernier à Béjaïa, devront patienter encore plusieurs jours pour espérer emprunter ce nouveau moyen de transport à destination de la capitale.

Amar Tou s'est contenté d'indiquer, à l'issue d'un point de presse animé dans l'après-midi d'hier mardi, à l'occasion de son déplacement dans la

wilaya, pour assister à la troisième série d'essais techniques et de vitesse sur cette ligne, que la mise en service interviendra en même temps que toutes les autres navettes par autorail, sur les lignes de l'Est, après l'élection présidentielle, sans toutefois donner de date précise.

Le ministre des Transports a laissé entendre, lors d'une brève rencontre avec la presse locale, qu'un projet de réalisation d'un «nouveau tracé» sur la ligne Béjaïa-Alger, dans le cadre de l'ambitieux programme national de modernisation des chemins de fer pour renforcer le transport ferroviaire, est «envisagé». «J'ai respecté en tant que ministre de la Santé tous mes enga-

gements pris au profit de la région et vous pouvez encore me faire confiance cette fois-ci. Nous allons renforcer le transport ferroviaire intercommunale en dotant la région de trains plus confortables», a-t-il déclaré en substance, en parlant de la desserte régionale Beni Mansour-Béjaïa. A une question liée au prix «élevé» du billet sur la ligne autorail, Amar Tou a précisé que rien n'est officiellement décidé concernant la tarification.

«Le prix du billet sera étudié de manière à ne pas affecter les petites bourses», a indiqué le ministre des Transports, tout en annonçant «une tarification spécial étudiants».

A. Kersani

LES TRAVAUX DEVRAIENT ÊTRE LANCÉS AVANT LA FIN DE CETTE ANNÉE

Un viaduc et un tunnel de un kilomètre à Alger

La capitale sera dotée de deux nouvelles infrastructures routières de grande envergure. Il est, en effet, prévu à partir de l'année prochaine la construction d'un viaduc à haubans long de 1 km ainsi qu'un tunnel de la même longueur.

Le premier ouvrage sera réalisé dans la commune de Gué-de-Constantine et reliera sur une distance de 1000 mètres linéaires la radiale Oued-Ouchaïyah à Baraki.

D'un montant estimé à environ 8 milliards de dinars, cet ouvrage sera situé à proximité du stade de Baraki et enjambrera le quartier déshérité de Ramli (bidonville). Et vu l'architecture futuriste et moderne du projet (selon la maquette présentée hier), le premier responsable du secteur a appelé le directeur des travaux publics de la wilaya d'Alger à réfléchir aux moyens à mettre en œuvre afin d'assainir l'environnement en concertation avec les autorités locales pour éventuellement le relogement des familles habitant le bidonville que devra enjambrer le viaduc.

Le second ouvrage consistera en la réalisation d'un tunnel de 1 km de long au Val d'Hydra destiné à soulager la circulation à El-Biar.

«Les études relatives à ces deux projets seront achevées au cours de cette année et les travaux d'exécution lancés aussitôt», a indiqué hier le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, au cours d'une visite d'inspection sur les chantiers relevant de son secteur dans la capitale.

Au cours de la même visite, Amar Ghoul s'est rendu sur le chantier de la réalisation de la voie express Aïn Benian-Boufarik dont «la première tranche entre Aïn Benian et Baba-Hassen sera livrée cet été», promet le ministre.

Actuellement, le niveau d'avancement global du projet a atteint les 60%. Le projet du parachèvement de l'échangeur sur la RN5 entre l'autoroute de l'est et l'évitement de la RN 24 a lui aussi été au programme de la visite du ministre des Travaux publics.

Sur place, Amar Ghoul demandera au responsable du chantier de concentrer les efforts dans l'aménagement de l'environnement immédiat du chantier dont le niveau d'avancement a atteint 85%.

Poursuivant sa visite, Amar Ghoul s'est enquis du niveau d'avancement du chantier de réalisation de la liaison Garidi-rocade sud d'Alger dans sa première tranche visant à assurer une desserte rapide et sécurisée du quartier de Garidi vers la rocade sud d'Alger dans le sens Dar El Beïda-Ben Aknoun sans passer par l'échangeur de la pénétrante des Annassers.

Lotfi Merad